



PROGRAMME FONCTIONNEL DU PROJET DE RENOVATION DU BATIMENT PRINCIPAL DE LA CPAM ROUEN-ELBEUF-DIEPPE SEINE- MARITIME

Ind 5

11/12/2025

Table des matières

I.	PRESENTATION GENERALE	3
1.	Présentation du rôle d'une Caisse Primaire d'Assurance Maladie	3
2.	Compréhension du projet.....	3
3.	Le Siège	4
II.	Données générales	6
1.	Données concernant la rénovation énergétique	6
a.	Enveloppe, structures, façades	6
b.	Installation thermiques	7
c.	Décret tertiaire.....	7
2.	Données concernant la densification et modernisation des environnements de travail	9
a.	Effectifs par Direction	9
b.	Tableau des surfaces existantes et objectifs de densification.....	10
III.	Présentation des attendus	11
1.	Données concernant la rénovation énergétique	11
2.	Données concernant la densification et modernisation des environnements de travail	11
a.	ZONE ERP.....	11
b.	ZONE ERT	12
c.	SANITAIRES.....	13
d.	Démarche sûreté.....	14
IV.	Annexes	14
•	Annexe 1 – RAAT sanitaires	14
•	Annexe 2 – RAAT huisseries, murs et chauffages	14
•	Annexe 3 – RAAT toitures	14
•	Annexe 4 – organisation du bâtiment principal.....	14
•	Annexe 5 – audit énergétique du Siège	14
•	Annexe 6 – cahier des charges BIM	14
•	Annexe 7 – effectifs par Direction au 02/12/2025.....	14
•	Annexe 8 – CCTG Département Réseau	14
•	Annexe 9 – dimensionnement accueil physique.....	14
•	Annexe 10 – plan type envisagé 6ème étage	14

I. PRESENTATION GENERALE

1. Présentation du rôle d'une Caisse Primaire d'Assurance Maladie

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) joue un rôle majeur au service de la protection de la santé des habitants de son territoire en permettant à chacun de se faire soigner quel que soit son niveau de ressources. Elle agit en lien étroit avec les autres acteurs locaux de l'Assurance Maladie ainsi qu'avec de nombreux partenaires de la région.

Ses grandes missions sont les suivantes :

- Attribuer et gérer les droits des bénéficiaires, assurer le remboursement des frais de santé et le versement des revenus de remplacement en portant une attention particulière aux plus fragiles.
- Mener des actions de prévention et développer des parcours d'accompagnement individualisé pour accompagner les assurés dans la préservation de leur santé.
- Réguler les dépenses et s'assurer de la qualité des soins en encourageant les bonnes pratiques, en favorisant la coordination des acteurs de santé et en luttant contre les abus et les fraudes.

2. Compréhension du projet

Le siège de la CPAM Rouen–Elbeuf–Dieppe (Seine-Maritime), dit CPAM RED, s'inscrit dans l'opération de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint-Sever, réalisée au cours des années 1970. Le site bénéficie d'une proximité immédiate avec le centre-ville, ainsi que d'un environnement mixte, associant activités commerciales et tertiaires, bien desservi par les transports en commun.

Livré en 1976, le siège a conservé une grande partie de ses installations d'origine, qui, bien que dans un état de conservation satisfaisant, nécessitent aujourd'hui des travaux de rénovation afin d'améliorer leur performance et leur conformité aux exigences actuelles.

Dans le cadre de la mise en œuvre du décret tertiaire et conformément à l'audit énergétique réalisé, la CPAM RED souhaite engager un projet d'amélioration thermique de son bâtiment principal, portant notamment sur :

- L'isolation des parois en contact avec l'extérieur,
- L'optimisation des installations thermiques existantes,
- Et l'étude de la mise en place d'équipements utilisant des énergies renouvelables.

Parallèlement à la rénovation énergétique, la CPAM RED souhaite mettre en place, une démarche de densification de l'ensemble de son bâtiment principal, ainsi qu'une modernisation des environnements de travail sur une partie de ses étages. Cette démarche visera notamment à :

- Regrouper, dans le bâtiment principal, les organismes actuellement hébergés dans les bâtiments annexes, à savoir la Caisse d'Assurance Maladie des Industries Électriques et Gazières (CAMIEG) et l'Institut Régional pour la Santé (UC IRSA) au même titre que le service social de la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail (CARSAT) déjà hébergé au 2^{ème} étage,

- Appliquer les nouveaux principes d'aménagement tels que le Flex Office et la directive Borne de l'État, prévoyant un ratio de 16 à 18 m² par résident ;
- Garantir la mise en conformité avec les normes d'accessibilité et l'ensemble des réglementations relatives aux conditions de travail, à la sécurité des personnes et des biens ;
- Respecter la norme NF X35-102, encadrant les prescriptions relatives à la conception et à l'aménagement des espaces tertiaires ;
- Intégrer des espaces dédiés à la Qualité de Vie au Travail (QVT), tels qu'une salle de convivialité, une salle de fitness, ainsi qu'un espace de réunion suffisamment dimensionné pour accueillir l'ensemble des cadres de la CPAM RED.

À noter que :

- Le siège présente une problématique liée à la présence d'amiante, non négligeable, notamment autour des châssis fixes et dans certains réseaux de chauffage, ventilation et climatisation (CVC), les Repérages Amiante Avant Travaux (RAAT) sont fournis en annexes 1, 2 et 3;
- Dans le cadre du projet de Transformation de l'Assurance Maladie (TAM) actuellement en cours, et dans une volonté de densification du bâtiment principal, la CPAM RED a accueilli l'ensemble des collaborateurs de l'ex-Direction Régionale du Service Médical (DRSM). Une partie de ces effectifs participera à la création d'une nouvelle entité, tandis que les autres seront intégrés aux directions déjà présentes sur le site.

Pour la conduite de ce projet, la CPAM RED travaille en étroite collaboration avec l'UCANSS, le DIE et le PRECI.

3. Le Siège

Le siège de la CPAM Rouen–Elbeuf–Dieppe (CPAM RED) est implanté sur la parcelle cadastrée MV n°96, d'une superficie de 1 hectare 30 ares.

Il se compose de trois bâtiments principaux :

Bâtiment principal A/B

Le bâtiment principal, dénommé A, bénéficie d'une surface de plancher de 13 219 m² répartie sur 11 niveaux.

Il est construit selon une structure poteaux/poutres formant un quadrilatère, avec une extension (bâtiment B) allant du 1^{er} sous-sol au 1^{er} étage.

La répartition des niveaux est la suivante :

- 2^{ème} sous-sol : installations techniques,
- 1^{er} sous-sol : archives,
- Rez-de-chaussée à 7^{ème} étage : activités de bureaux, principalement sous forme de plateaux paysagers (open space plus ou moins cloisonnés) autour d'un noyau central comprenant les ascenseurs, sanitaires, escaliers et locaux techniques,
- Rez-de-chaussée (partie) : accueil du public – Accueil des assurés,

- 8^{ème} étage : installations techniques.

Le bâtiment héberge 482 résidents. Le calcul des résidents est expliqué au point II.2.a.

Bâtiment C

Le bâtiment C, actuellement occupé par l'UC-IRSA, dispose d'une surface de plancher de 477 m² de plain-pied. Entièrement rénové en 2021, il comprend des espaces dédiés à l'accueil des usagers ainsi qu'à l'hébergement de 8 résidents. Ce bâtiment est aujourd'hui considéré comme hors périmètre du projet principal.

Le projet de rénovation globale du bâtiment principal A/B prévoit la réintégration complète de l'UC-IRSA en son sein. Les espaces d'accueil pourraient être installés au rez-de-chaussée du bâtiment principal A/B, tandis que les fonctions administratives seraient regroupées sur un niveau supérieur. Il est toutefois préférable de conserver la proximité entre les équipes de front office et de back office.

Une fois libéré, le bâtiment C pourrait être mis à disposition ou cédé. Si la proposition d'y accueillir le Centre de Traitement Informatique de Rouen n'était pas retenue, une piste d'avenir serait la création d'une Maison de la Prévention Santé, en partenariat avec différents acteurs de l'agglomération rouennaise. Ce projet n'est cependant pas intégré à la programmation actuelle.

Bâtiment D

Le bâtiment D présente une surface de plancher de 2 289 m² répartie sur trois niveaux. Le rez-de-chaussée et le 1^{er} étage, dont la rénovation s'est achevée en 2025, accueillent respectivement :

- Une salle de fitness (RDC),
- Les locaux de la CAMIEG (1^{er} étage), 5 résidents.

Ce bâtiment est également considéré comme hors périmètre du projet principal. Ce bâtiment est également considéré comme hors périmètre du projet principal. Les services qui y sont implantés seront réintégrés dans le bâtiment A, en vue d'une future cession du bâtiment D au même titre que le bâtiment C.

Stationnement

La parcelle comprend également trois parkings privatifs totalisant 264 places, dont :

- Un parking souterrain de 102 places,
- Deux parkings aériens (haut et bas) de 162 places, rénovés en 2017.

Les parkings sont également considérés comme hors périmètre du projet principal.

Travaux d'entretien et de rénovation réalisés sur le bâtiment principal A/B

Le bâtiment principal a fait l'objet de plusieurs opérations d'entretien et de rénovation, dont les plus récentes sont :

- 2025 : rénovation des tours aéroréfrigérantes,
- 2021 : rénovation complète du 3^{ème} étage,
- 2020 : réfection de l'étanchéité des toitures-terrasses des locaux techniques et du patio du 7^{ème} étage, ainsi que modernisation des ascenseurs,
- 2020 : rénovation complète du 2^{ème} étage.

Modélisation des données du bâtiment

La CPAM RED souhaite disposer de plans fiables et exhaustifs du bâtiment principal A/B, réalisés par un géomètre, afin de garantir la précision des données immobilières et de constituer une base solide pour la poursuite du projet. L'organisation spatiale actuelle est disponible en annexe 4 et au format DWG, mais ces éléments ne sont fournis qu'à titre indicatif. Il est donc nécessaire de produire un relevé précis et conforme à l'état réel du bâti.

Cette exigence s'inscrit dans la démarche nationale engagée par la CNAM autour du BIM. Depuis plus de vingt ans, la CNAM structure la gestion de son patrimoine immobilier via le portail RAPSODIE et l'outil RIOSS. Le développement du BIM vise désormais à uniformiser la qualité des données à l'échelle nationale, à fiabiliser les maquettes numériques et à permettre leur exploitation par les outils existants (notamment RIOSS et LOGIS).

L'objectif est d'améliorer la qualité, la cohérence et la pérennité des données immobilières. Les maquettes conçues doivent donc être homogènes et suffisamment détaillées pour permettre leur intégration directe dans les systèmes nationaux, tout en laissant la possibilité de personnaliser certains éléments pour les besoins locaux d'exploitation-maintenance.

Ainsi, la production de plans précis par un géomètre constitue une étape essentielle pour alimenter la démarche BIM, garantir la fiabilité des données patrimoniales et assurer une gestion cohérente et évolutive du patrimoine de l'Assurance Maladie. Le cahier des charges national BIM est fourni en annexe 5.

II. Données générales

1. Données concernant la rénovation énergétique

a. Enveloppe, structures, façades

Les façades du rez-de-chaussée du bâtiment A et de l'étage du bâtiment B sont constituées d'allèges, trumeaux et linteaux classiques en béton, dans lesquels sont insérés des châssis traités avec un enduit contenant de l'amiante.

Les façades des autres étages du bâtiment A sont rythmées par des séquences horizontales comprenant :

- Allèges : panneaux de béton préfabriqués formant des coffres destinés à accueillir les terminaux de chauffage, avec une isolation intérieure minimale d'origine,
- Châssis fixes : déployés en effet « accordéon » sans trumeaux,
- Protections solaires fixes : installées sur toute la périphérie, avec un système de rail et nacelle intégré pour le nettoyage des vitrages. Ces équipements sont actuellement hors d'usage pour raisons de sécurité.

b. Installation thermiques

• Production de chaud

La production de chaud est assurée par deux chaudières électriques de puissance unitaire 333 KW. Ces chaudières fonctionnent en heures creuses pour alimenter deux bâches à eau d'un volume total d'environ 80m3 servant de stockage de chaleur pour permettre sa diffusion pendant l'occupation des locaux.

• Production de froid

La production de froid est assurée par 3 groupes d'eau glacée eau/eau de puissances différentes afin de pouvoir réaliser un étalement de puissance. Ces groupes avec un fluide de type R134a. Ces groupes sont associées à des tours aéroréfrigérantes fermées installées en toiture terrasse. Ces équipements entraînent des frais de maintenance importants et sous soumis à une législation drastique (analyses de légionnelles, transmission des résultats en préfecture)

• Distribution de chaud/froid

La distribution mixte chaud/froid de type change/over date de l'origine du bâtiment et n'a pas été reprise. Elle est réalisée en tube acier noire et chemine principalement dans un espace prévu à cette effet dans les allèges béton. Il est à noter la présence d'amiante dans les allèges au niveau des tuyauteries.

• Emission de chaud et de froid

La majorité de l'émission de chaud et de froid est assurée par des éjecto-convecteurs placées en allège dans des coffres menuisés. Des convecteurs électriques peuvent être présents dans certains locaux

• Renouvellement d'air

Le renouvellement d'air est assuré par plusieurs centrales double flux implantés en toiture terrasse et dans les locaux techniques du sous-sol. Celles-ci assurent également le chauffage des locaux et le fonctionnement des éjecto-convecteurs. Des systèmes de récupération d'énergie sur l'air extrait existe sur chaque centrale.

• Gestion Technique du Bâtiment

Un système de GRB existe agréant les consommations des différents comptages installée et permettre le pilotage des installations CVC.

c. Décret tertiaire

En 2022, un audit énergétique réalisé par la société ALTEREA a été réalisé afin de définir les travaux nécessaires à la réalisation des objectifs indiqués dans le décret tertiaire. Cet audit est fourni en annexe 6.

Seul le scénario 3 permet de répondre aux attendus du décret 2050.

	Année de référence (2011)	Etat initial	2030		2040		2050	
Consommation d'énergie, (kWhEF/m²SP, Energie Finale)	116	106	Valeur relative :	70	Valeur relative :	58	Valeur relative :	46
			Valeur absolue :	136	Valeur absolue :		Valeur absolue :	
Evolution par rapport à l'année de référence		-8%	17%		-50 %		-60 %	
Evolution par rapport à l'état initial			28 %		-45%		-56 %	
Comparaison des scénarios aux exigences du décret tertiaire								
Scénario 1	-19 %		✓		✗		✗	
Scenario 2	-46 %		✓		✓		✗	
Scénario 3	-58 %		✓		✓		✓	
Commentaires :								
La valeur absolue à atteindre pour 2030 (138 kWh/m²SdP) l'est déjà à l'état initial du bâtiment qui est d'origine assez efficace sur le plan énergétique.								
Les deux scénarios 2 et 3, permettront d'atteindre les objectifs relatifs aux horizons 2040 et 2050.								

Type d'action	Dénomination
Action de pilotage	1 Mise en place d'un plan de comptage
Action de pilotage	2 Mise en place d'une nouvelle interface GTB
Action de pilotage	3 Modification des températures de consigne de chauffage et climatisation
Travaux sur le bâti	4 Isolation par l'extérieur des façades
Travaux sur le bâti	5 Isolation par l'intérieur des murs enterrés
Travaux sur le bâti	6 Isolation par l'extérieur des murs sur locaux non chauffés
Travaux sur le bâti	7 Remplacement des lanterneaux des bâtiments C et D
Travaux sur le bâti	8 Remplacement des menuiseries simple vitrage
Travaux sur le bâti	9 Remplacement des menuiseries double vitrage du bâtiment A
Travaux sur le bâti	10 Remplacement des vitres de toit du bâtiment B
Travaux sur le bâti	11 Isolation du plancher bas sur locaux techniques
Travaux sur le bâti	12 Isolation des toitures terrasses des bâtiments B C et D
Travaux sur le bâti	13 Isolation par l'extérieur du bâtiment D
Travaux sur le bâti	14 Remplacement des menuiseries du bâtiment D
Travaux sur le bâti	15 Mise en place de BSO
Travaux sur les systèmes	16 Calorifugeage de l'échangeur de récupération de chaleur
Travaux sur les systèmes	17 Remplacement des convecteurs électriques par des ventilo-convecteurs
Travaux sur les systèmes	18 Remplacement des ejecto-convecteurs par des ventilo-convecteurs
Travaux sur les systèmes	19 Mise en place de variateurs de vitesse sur les auxiliaires CVC
Travaux sur les systèmes	20 Remplacement des pompes à débit constant par des modèles à débit variable
Travaux sur les systèmes	21 Remplacement des CTA par des CTA double flux
Travaux sur les systèmes	22 Mise en place d'un calorifuge autour de l'échangeur ECS
Travaux sur les systèmes	23 Raccordement de la douche au réseau de distribution ECS hydraulique
Travaux sur les systèmes	24 Remplacement des éclairages de type tubes fluorescents par des luminaires LED à détection de présence et de luminosité
Travaux sur les systèmes	25 Mise en place d'éclairage à détection de présence et de luminosité dans les circulations et les bureaux sans régulation terminale
Travaux sur les systèmes	26 Mise en place d'une extinction généralisée sur les équipements bureautiques
Travaux sur les systèmes	27 Mise en place de panneaux solaires photovoltaïques
Travaux sur les systèmes	28 Remplacement des groupes froids

Travaux sur les systèmes	29	Remplacement des tours aéroréfrigérantes
Travaux sur les systèmes	30	Désactivation des batteries terminales électriques des CTA

2. Données concernant la densification et modernisation des environnements de travail

a. Effectifs par Direction

PROCESSUS - d'après ANR	LIBELLE SERVICE - d'après ANR	Données requêtes RH (RED) du 15/10/2025						Données actuelles du projet			
		CDI	APPRENTI CDD	REMP AGT ABS CDD	SURCHARGE CDD	PROFESSIONNALISATION CDD	EFFECTIF TOTAL	- 25% absences	+ 5% CDD	Résidents	Résident amont supérieur
DP PILOTAGE DE LA PERFORMANCE	DP PERF - AUDIT	2					2	0,5	0,1	1,6	2
	DP PERF - BUDGET	3					3	0,8	0,2	2,4	3
	DPT PILOTAGE DE LA PERFORMANCE	1					1	0,3	0,1	0,8	1
DPT ACCOMPAGNEMENT DES PROFS DE SANTE	DELEGUES ASSURANCE MALADIE	8	1				9	2,3	0,5	7,2	8
	DPT ACCOMPAGNEMENT DES PROFS DE SANTE	2					2	0,5	0,1	1,6	2
	RELATIONS AVEC LES PROFESSIONNELS DE SANTE	9					9	2,3	0,5	7,2	9
DPT ACCUEIL PHYSIQUE	ACCUEIL PHYSIQUE	42	2				44	11,0	2,2	35,2	36
	DPT ACCUEIL PHYSIQUE	1					1	0,3	0,1	0,8	1
DPT COMMUNICATION	DPT COMMUNICATION	5					5	1,3	0,3	4,0	4
	ACTIVITES COMPTABLES ET FINANCIERES	14	1				15	3,8	0,8	12,0	12
DPT COMPTABLE ET FINANCIER	DPT COMPTABLE ET FINANCIER	4					4	1,0	0,2	3,2	4
	MOAD COMPTABLES ET FINANCIERES	4					4	1,0	0,2	3,2	4
DPT CONTRÔLE	CONTRÔLE DCF	18		1			19	4,8	1,0	15,2	16
	DPT CONTRÔLE	3					3	0,8	0,2	2,4	3
	AUDIENCES	6					6	1,5	0,3	4,8	5
DPT DES AFFAIRES JURIDIQUES - LUTTE CONTRE LA FRAUDE	CLA	5					5	1,3	0,3	4,0	4
	DPT AFFAIRES JURIDIQUES-LUTTE CONTRE LA FRAUDE	1					1	0,3	0,1	0,8	1
	PREVENTION ET LUTTE CONTRE LA FRAUDE	7	1				8	2,0	0,4	6,4	7
	DPT DES RELATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE SANTE	3					3	0,8	0,2	2,4	3
DPT DES RELATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE SANTE	FINANCEMENT/FACTURATION	14		1			15	3,8	0,8	12,0	12
	GDR HOSPITALIERE	3					3	0,8	0,2	2,4	3
	PRADO	9					9	2,3	0,5	7,2	8
DPT DIRECTION GENERALE	DIRECTION GENERALE	3					3	0,8	0,2	2,4	3
	SECRÉTARIAT DE DIRECTION	7					7	1,8	0,4	5,6	6
DPT DIRECTION MEDICALE	DIRECTION MEDICALE	1					1	0,3	0,1	0,8	1
	DNS	5					5	1,3	0,3	4,0	4
	DPT FRAIS DE SANTE	2					2	0,5	0,1	1,6	2
DPT FRAIS DE SANTE	FS MEDECINS-AUX MED	17					17	4,3	0,9	13,6	14
	FS PHARMACIENS-FOURNISSEURS	17		1	1		19	4,8	1,0	15,2	16
	VIDEOCODAGE	13					13	3,3	0,7	10,4	11
DPT GESTION DES BENEFICIAIRES-PRECARITE	DPT GESTION DES BENEFICIAIRES-PRECARITE	42			2		44	11,0	2,2	35,2	36
	DEVELOPPEMENT-MAITRISE D'OEUVRE DELEGUEE	7					7	1,8	0,4	5,6	6
DPT INFORMATIQUE	DPT INFORMATIQUE	4					4	1,0	0,2	3,2	4
	INFRASTRUCTURES MATERIELLES ET LOGICIELLES-ROUEN	10			2		12	3,0	0,6	9,6	10
	MOAD FS	8					8	2,0	0,4	6,4	7
	SUPPORT INFORMATIQUE NATIONALE 76	6					6	1,5	0,3	4,8	5
DPT LOGISTIQUE ET ACHATS	ACHATS	2					2	0,5	0,1	1,6	2
DPT MEDIATION	MEDIATION	1					1	0,3	0,1	0,8	1
	ASS	3					3	0,8	0,2	2,4	3
DPT PARTENARIATS ET PUBLICS FRAGILES	DPT PARTENARIATS ET PUBLICS FRAGILES	2					2	0,5	0,1	1,6	2
	MISAS	6				1	7	1,8	0,4	5,6	6
	PARTENARIAT	1					1	0,3	0,1	0,8	1
DPT PREVENTION EN SANTE ET SANTE ENVIRONNEMENTALE	DPT PREVENTION EN SANTE ET SANTE ENVIRONNEMENTALE	2					2	0,5	0,1	1,6	2
	DPT RESSOURCES HUMAINES	2	1				3	0,8	0,2	2,4	3
DPT RESSOURCES HUMAINES	GESTION ADMINISTRATIVE DU PERSONNEL	9			1		10	2,5	0,5	8,0	8
	GESTION EMPLOIS ET COMPETENCES	6					6	1,5	0,3	4,8	5
	RELATIONS SOCIALES ET JURIDIQUES	1			1		2	0,5	0,1	1,6	2
	DPT REVENUS DE REMPLACEMENT	5					5	1,3	0,3	4,0	4
DPT REVENUS DE REMPLACEMENTS	DRE	2					2	0,5	0,1	1,6	2
	FLUX ENTRANTS ET SORTANTS	13		1	1		15	3,8	0,8	12,0	12
	PE AS-MAT-PAT-RED 1	23			1		24	6,0	1,2	19,2	20
	PE AS-MAT-PAT-RED 2	23		1	1		25	6,3	1,3	20,0	20
DPT RISQUES PROFESSIONNELS	ENQUETES AT/MP	3					3	0,8	0,2	2,4	3
DPT STATISTIQUES	STATISTIQUES	9					9	2,3	0,5	7,2	8
DPT GESTION IMMOBILIERE	GESTION IMMOBILIERE	11					11	2,8	0,6	8,8	9
MOAD ONGC	MOAD ONGC	1					1	0,3	0,1	0,8	1
MOAD VITALE	MOAD VITALE	1					1	0,3	0,1	0,8	1
PASSAGE ELSM -> CPAM	PASSAGE ELSM -> CPAM	7					7	1,8	0,4	5,6	6
	EL76 DIR LOCALE ROUEN	8					8	2,0	0,4	6,4	7
	EL76 ULAF ROUEN	4					4	1,0	0,2	3,2	4
	EL76 UPS ROUEN	2					2	0,5	0,1	1,6	2
	EL76 USA ROUEN	5					5	1,3	0,3	4,0	4
	EL76 UTAA ROUEN	33		1			34	8,5	1,7	27,2	28
	EL76 UTF ROUEN	5					5	1,3	0,3	4,0	4
	ELSM RED ROUEN MC	1					1	0,3	0,1	0,8	1
	ER76 CONTACTS INDIVIDUELS	1					1	0,3	0,1	0,8	1
	ER76 ACCOMPAGNEMENT DES OFFREURS DE SOINS	7					7	1,8	0,4	5,6	6
	ER76 CMRA	7					7	1,8	0,4	5,6	6
	ER76 DCGDR	1					1	0,3	0,1	0,8	1
	ER76 DIRECTION	4					4	1,0	0,2	3,2	4
	ER76 LUTTE CONTRE LA FRAUDE	4					4	1,0	0,2	3,2	4
	ER76 TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATION	10					10	2,5	0,5	8,0	8
CPAM / INVALIDES	INVALIDES	11					11	2,8	0,6	8,8	9
TOTAUX							565			452,0	482
PRECI	PRECI	1					1	0,3	0,1	0,8	1
CARSAT - Service Social	CARSAT - Service Social	28					28	7,0	1,4	22,4	23
UC IRSA	UC IRSA	9					9	2,3	0,5	7,2	8
CAMIEG	CAMIEG	6					6	1,5	0,3	4,8	5
UGECCAM	UGECCAM	30					30	7,5	1,5	24,0	24
INSTITUT 4.10	INSTITUT 4.10	7					7	1,8	0,4	5,6	6
TOTAUX							609			487,2	549

A noter que :

- Dans le cadre du projet TAM et des évolutions organisationnelles internes, la répartition des effectifs est amenée à évoluer. Les données présentées sont donc susceptibles d'être modifiées

- Le calcul des résidents est effectué à partir des effectifs, auxquels s'applique :
 - Une majoration de 5 % pour les collaborateurs occasionnels (collaborateurs du Havre, encadrement du Havre, CDD/intérim pour surcroît d'activité, stagiaires, alternants),
 - Une minoration de 25 % pour tenir compte de l'absentéisme moyen, correspondant aux temps d'absence du poste de travail pour congés, formations, déplacements et nomadisme.
- Une charte d'aménagement et de règles de vie est en cours d'élaboration. Elle traduira l'organisation souhaitée par la CPAM et définira les grands principes :
 - Usages des lieux et modes de travail,
 - Répartition des espaces,
 - Prise en compte du télétravail et des spécificités de certains métiers.
- Certaines activités peuvent être non télétravaillables.
- La pratique du télétravail peut varier selon les départements et même au sein d'un même département.
- Le tableau est fourni en annexe 7.

b. Tableau des surfaces existantes et objectifs de densification

	Résidents	SUB BAT A/B/C/D (m²)	RATIO BAT A/B/C/D (m²/agent)	SUB BAT A/B (m²)	RATIO BAT A/B (m²/agent)
CPAM	482	14 003	25.50	11 392	20.75
Service social CARSAT	23				
UC IRSA	8				
CAMIEG	5				
UGECA	24				
Institut 4.10	6				
TOTAL	549				

A noter que :

- Dans ses objectifs de densification, la CPAM RED souhaite se séparer des bâtiments C et D.
- L'UGECA cherche des locaux et un accord de principe a été donnée afin que ces services puissent intégrer le bâtiment principal (29 agents).

III. Présentation des attendus

1. Données concernant la rénovation énergétique

A ce jour, la CPAM RED s'oriente vers les travaux suivants :

- Isolation de la façade :
 - Dépose complète des protections solaires fixes qui sont inefficaces et entravent le nettoyage extérieur des vitrages,
 - Le remplacement des châssis fixes par des châssis ouvrants nettoyables de l'intérieur et munis de protections solaires relevables et orientables,
 - Pose d'une isolation par l'extérieur.
- Toitures :
 - Remplacement du complexe d'étanchéité en toiture,
 - Pose de panneaux photovoltaïques en toiture terrasse.
- Remplacement des réseaux et équipements CVC :
 - Préparation des réseaux pour phasage des travaux,
 - Isolation et vidange des réseaux en fonction du phasage,
 - Dépose des éjecto-convecteurs, des réseaux hydrauliques et aérauliques,
 - Pose d'une isolation thermique dans les coffres existants,
 - Mise en place de nouveaux éjecto-convecteurs,
 - Déploiement de nouveau réseau aérauliques et hydrauliques,
 - Equilibrage des réseaux.

2. Données concernant la densification et modernisation des environnements de travail

Les travaux seront conformes au cahier des clauses techniques générales (CCTG) du Département Réseau de la CNAM, fourni en annexe 8.

a. ZONE ERP

L'espace d'accueil du public et les bureaux associés au RDC sont et devront être classée ERP de 5^{ème} catégorie.

Les travaux de cet espace devront d'intégrer :

- L'intégration de l'accueil de l'UC-IRSA

L'espace d'actuel représente une surface de 201 m² répartie entre des bureaux médicaux, un espace d'attente et une salle d'activité partagée ;

- Le dimensionnement des zones de front office suivant la grille de dimensionnement et la mise en place des accueils partagées CPAM/Service social/IRSA

Le déploiement de la stratégie multicanal et l'évolution des usages des assurés se sont traduits par la croissance du recours au compte ameli, le développement des rendez-vous physiques et téléphoniques et le développement de la fréquentation des Maisons France Services, avec pour corollaire une diminution significative des flux d'assurés reçus en accueil physique (- 30 % en moyenne nationale entre 2019 et 2022).

Parallèlement, les politiques de contrôle du service médical et d'accompagnement du service social ont intégré des modalités de contact alternatives aux convocations physiques, notamment via des contacts sortants.

Enfin, la mise en place du middle office (qui se traduit du point de vue spatial par l'extension de bureaux aménagés en open space et en mitoyenneté avec les espaces accueils), couplée à l'impact du télétravail, a conduit à diversifier les activités des agents d'accueil et entraîné une transformation des usages des espaces de travail dédiés à l'accueil au sens large. Le dimensionnement actuel des surfaces d'accueil et le calibrage du nombre de bureaux/box (en nombre et en aménagement) n'étant plus adaptés aux pratiques des CPAM, et du service social, les espaces seront étudiés et modifiés en conséquence des nouvelles pratiques institutionnelles.

Les résultats de la grille de dimensionnement sont fournis en annexe 9.

b. ZONE ERT

La CPAM RED souhaite favoriser un fonctionnement en environnement de travail dynamique et hybride, fondé sur le principe du Flex Office (partage de postes de travail).

Les différentes typologies d'espaces de travail au sein de chaque plateau seront délimitées et localisées avec soin afin de prendre en compte les flux principaux de circulation et les zones de bruit.

Une attention particulière sera portée à l'aménagement et au cloisonnement des espaces afin de réduire les nuisances sonores et d'assurer un confort acoustique optimal.

Les niveaux concernés sont les 1er, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e étages. Une reprise du cloisonnement sera également nécessaire dans les autres étages, en raison de l'impact induit par le remplacement des menuiseries.

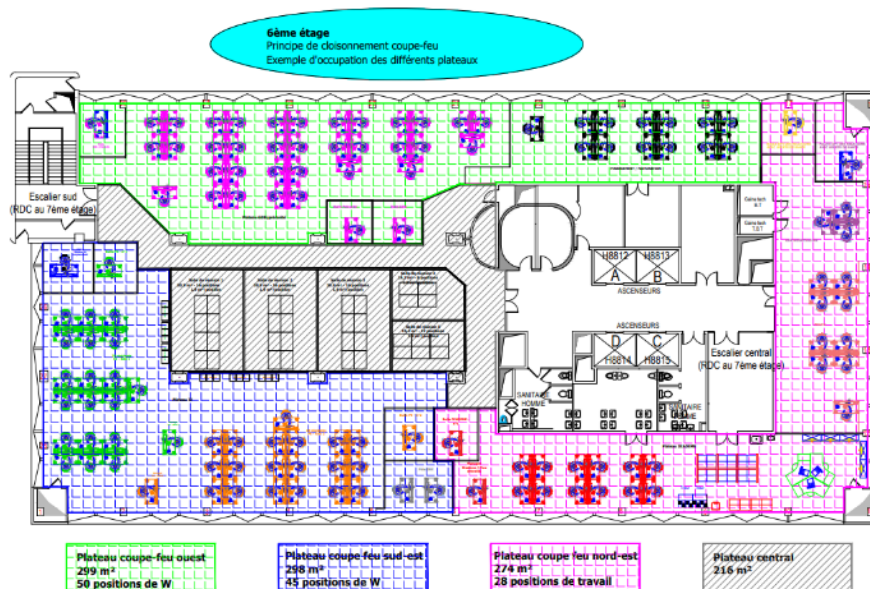


Figure 1: plan type envisagé 6ème étage fournis en annexe 10 et au format dwg

Un niveau sera organisé autour de plusieurs zones fonctionnelles permettant d'accueillir les activités de la CPAM RED et de répondre aux besoins identifiés en matière de confort, de confidentialité et de modularité.

- Organisation spatiale générale :
 - Trois zones compartimentées, chacune d'une superficie inférieure à 300 m², seront dédiées à l'accueil des activités de la CPAM RED.
 - Une zone centrale, également inférieure à 300 m², sera aménagée en espaces de réunion (1 à 4 salles) et espaces de manifestation. Ces espaces auront vocation à être utilisés dans le cadre de la démarche de Sécurité.
 - Une circulation centrale assurera la liaison entre le noyau principal et l'escalier Sud.
- Aménagements fonctionnels
 - Dans les zones compartimentées, des bureaux de confidentialité seront aménagés pour permettre aux agents de s'isoler pour des entretiens ou des travaux nécessitant de la discrétion, pour accueillir les collaborateurs de passage.
 - Les zones de tisanerie, tri, casiers et copieurs seront réparties de manière stratégique sur l'étage, afin de faciliter les déplacements et de favoriser les échanges informels entre agents.
 - Selon la taille des équipes, les plateaux permettront la mise en place d'espaces ouverts ou semi-cloisonnés, afin de concilier collaboration et modularité d'usage.
 - Un bureau cloisonné sera prévu au minimum pour les pilotes.
 - Les adjoints et managers utiliseront les bureaux de confidentialité pour leurs besoins ponctuels.

La maîtrise d'œuvre (MOE) retenue devra proposer des solutions d'aménagement adaptées aux besoins décrits ci-dessus. Dans le cadre du projet, plusieurs espaces spécifiques devront également être prévus :

- Une salle de restauration,
- Un studio photo,
- Un espace infirmerie,
- Les espaces techniques du Département Informatique,
- Les espaces dédiés à la Qualité de Vie au Travail (QVT),
- Une salle de conférence modulaire permettant de réinternaliser les réunions de managers (110 personnes, de préférence au RDC pour des raisons de sécurité).

Il sera également étudié la possibilité de relocaliser les locaux syndicaux, actuellement situés au 1er sous-sol, vers l'un des étages rénovés, afin de libérer l'espace pour accueillir les archives actuellement stockées dans un autre bâtiment.

c. SANITAIRES

Les blocs sanitaires sont dans leur état d'origine et situé, à ce jour, dans le noyau central du bâtiment. Le projet a pour but de réhabiliter les sanitaires ainsi que leurs réseaux d'alimentation et d'évacuation depuis le 2^{ème} sous-sol au 8^{ème} étage au sein du bâtiment principal.

La définition des besoins de ce projet se décompose selon les zones suivantes :

- 34 sanitaires Femme, pouvant être modifiés suivant le code du travail et la création de sanitaires PMR,
- 23 sanitaires Homme, pouvant être modifiés suivant le code du travail et la création de sanitaires PMR,
- 1 sanitaire Public PMR,
- 3 douches,

- 4 colonnes de distribution (évacuations EU, Evacuations EV, alimentations d'eau sanitaire, boucle eau chaude sanitaire),
- Evacuations principales EU/EV au 1er sous-sol,
- Raccordement au réseau des égouts.

Ce projet est réparti sur une surface de 533 m². A noter que de l'amiante a été recensée dans la zone travaux.

d. Démarche sûreté

En 2023, la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) déploie la démarche sûreté au sein du réseau. Ce thème constitue un enjeu national. Le projet a été piloté par la Structure Nationale PCA (hébergée à la CPAM de la Corrèze) qui assure désormais l'accompagnement et le support aux organismes.

De ce fait, la CPAM RED veut intégrer dans son projet la déclinaison d'un certains nombres de remarques du référent sûreté de la Police qui sont listés ci-dessous :

- Zone de confinement,
- Rajout de contrôle d'accès et de vidéosurveillance,
- Installation d'une alarme dans le cadre du Plan Particule de Mise en Sûreté.

A noter que ces zones de confinement devront également service en cas d'alerte SEVESO.

IV. Annexes

- **Annexe 1 – RAAT sanitaires**
- **Annexe 2 – RAAT huisseries, murs et chauffages**
- **Annexe 3 – RAAT toitures**
- **Annexe 4 – organisation du bâtiment principal**
- **Annexe 5 – audit énergétique du Siège**
- **Annexe 6 – cahier des charges BIM**
- **Annexe 7 – effectifs par Direction au 02/12/2025**
- **Annexe 8 – CCTG Département Réseau**
- **Annexe 9 – dimensionnement accueil physique**
- **Annexe 10 – plan type envisagé 6ème étage**